

Arrêté mis en ligne le 10 janvier 2023

**ARRÊTE DU MAIRE DE LIBOURNE  
PORTANT PERMIS de STATIONNER  
CHEZ REMI- 4 rue Fonneuve**

Le Maire de Libourne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2211-1 et L.2213-6,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et plus particulièrement les articles L2111-14, L2121-1, L2122-1 et suivants,

Vu l'arrêté municipal du 22 avril 2011 portant règlementation des terrasses,

Vu l'arrêté du Maire en date du 26 mai 2020 donnant délégation de signature à Madame Marie-Sophie Bernadeau, adjointe déléguée au commerce, aux foires, marchés et au domaine public,

Vu la demande de Monsieur Rémi GOGNIAT, gérant de l'établissement « **CHEZ REMI** », « **RKLS** », situé 4 rue Fonneuve à Libourne,

Considérant la nécessité d'animer ce secteur géographique de la ville,

Sur proposition de Monsieur le Directeur général des services,

**ARRETE**

Article 1.

Un permis de stationner est accordé à Monsieur Rémi GOGNIAT, gérant de l'établissement « **CHEZ REMI** », « **RKLS** » situé 4 rue Fonneuve à Libourne, pour l'installation de deux terrasses annuelles ouvertes, **du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2024.**

Ce permis de stationner est établi en référence à l'arrêté municipal du 22 avril 2011, portant règlement général des terrasses, joint en annexe à la présente.

Article 2.

Le pétitionnaire est autorisé à installer ses terrasses (sous réserve expresse du droit des tiers) :

- o Sur une surface **de 25,20 m<sup>2</sup>, située quai du Général d'Amade,**
- o Sur une surface **de 9 m<sup>2</sup>, située quai du Général d'Amade, au droit de l'établissement,**
- o Par acceptation **de la redevance d'occupation du domaine public** qui sera facturée mensuellement,
- o Conformément au plan joint.
- o Par acceptation **de la redevance d'occupation du domaine public** qui lui sera facturée mensuellement, et devra être réglé avant le 10 de chaque mois,
- o Conformément au plan joint.

Article 3.

Cette autorisation pourra être résiliée de plein droit à la demande de la commune en cas de :

- o Défaut d'application d'une des clauses énoncées,
- o Non-respect du règlement de l'arrêté général du 22 avril 2011,
- o Nuisances et troubles à l'ordre public.

Article 4.

La signalisation routière sera mise en place par les services techniques municipaux.

Article 5.

Les véhicules en infraction gênants seront verbalisés et mis en fourrière ou déplacés après intervention de la Brigade de Gendarmerie ou de la police municipale.

Article 6.

La Direction générale des services, le service de la police Municipale, la Brigade Territoriale autonome de la Gendarmerie Nationale de Libourne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera :

- Transmise à la Préfecture de la Gironde,
- Publiée et affichée en Mairie le 10 JAN. 2024

Fait à Libourne, le 10 JAN. 2024  
Le maire, <sup>Pour le Maire et par délégation,</sup>  
l'adjointe déléguée au commerce, aux foires et marchés et au domaine public



Madame Marie-Sophie BERNADEAU

Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui sera publié sur le site de la mairie,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux, ou d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Vu pour être annexé à mon arrêté du 0 JAN. 2024  
Le Maire,

Pour le Maire et par délégation,  
l'adjointe déléguée au commerce, aux fêtes, aux marchés et au domaine



Madame Marie-Sophie BERNADEAU

